

MEMOIRE AMPLIATIF
A
MESDAMES ET MESSIEURS LES PRESIDENT ET
CONSEILLERS COMPOSANT LA CHAMBRE
CIVILE DE LA COUR DE CASSATION

A l'appui du **pourvoi n°U1519512** formé le 04 Juin 2015 contre l'**ordonnance n°45 – RG n°S 11/18213 – Pôle 1 – Chambre 7** - rendue le 23 Mars 2015 par **Madame C. BARBEROT**, Conseiller, agissant par délégation de **Monsieur le Premier Président** de la **Cour d'Appel de Paris** (*pièce n°12*), notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception du Greffe en date du 09 Avril 2015, postée le 14 Avril 2015 et reçue le 20 Avril 2015 (*pièce n°12 bis*) ;

POUR:

Maître Philippe KRIKORIAN, Avocat au Barreau de Marseille, dont le Cabinet est sis 14, Rue Breteuil 13001 MARSEILLE – **Adresse postale BP 70212 - 13178 MARSEILLE CEDEX 20** – Tél. 04 91 55 67 77 - Fax 04 91 33 46 76 – courriel Philippe.KRIKORIAN@wanadoo.fr – Site Internet www.philippekrimorian-avocat.fr

Demandeur au pourvoi,

Faisant élection de domicile, conformément à l'article **973** du Code de procédure civile, au sens et pour l'application de l'article **5** de la **directive 77/249/CEE** du Conseil du 22 Mars 1977 tendant à **faciliter l'exercice effectif de la libre prestation de services par les avocats** (JOUE L 78 du 26 Mars 1977, p. 17) et de l'article **5** de la **directive 98/5/CE** du 16 Février 1998 du **Parlement européen et du Conseil visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un Etat membre autre que celui où la qualification a été acquise** (JOUE L 77 du 14.03.1998, p. 36), au Cabinet de **Maître Gilles THOUVENIN** (**SCP MASSE-DESSEN, THOUVENIN ET COUDRAY**), sis 13, Rue du Cherche-Midi 75006 PARIS, Tél. 01 53 63 20 00 – Fax 01 42 22 61 30, courriel contact@massedessen-thouvenin-coudray.fr,

commis d'office par **Madame la Présidente de l'Ordre des Avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation** aux fins de signer et déposer le présent mémoire personnel de **Maître KRIKORIAN**, pour régularité de la procédure (v. Cass. 1° Civ., 16 Mai 2012, **Maître Philippe KRIKORIAN c/ Président de l'Ordre des Avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation et a.**, n°Q 11-18.181);

CONTRE:

La SCP d'Avoués BERNABE – CHARDIN – CHEVILLER, en cours de dissolution depuis le 31 Décembre 2011, prise en la personne de chacun de ses **trois associés liquidateurs solidaires désignés en application de l'article **1844-8** du Code civil (*pièces n°10 et 15*), **obligés à la dette** dans les conditions de l'article **1857** du même Code,**

Défenderesse au pourvoi ;

EN PRESENCE DE MONSIEUR LE PROCUREUR GENERAL

PLAISE A LA COUR DE CASSATION

.../...

L'exposé de la situation litigieuse (I) précédera la discussion juridique (II).

I.-/ RAPPEL DES FAITS ET DE LA PROCEDURE

Maître Philippe KRIKORIAN a, aux termes de son **recours** en date du 11 Octobre 2011 (*pièce n°5*), en marge d'un **litige d'honoraires** sanctionné à son profit par **arrêt n°1172 F-D** rendu le 16 Juin 2011 par la **Deuxième Chambre Civile de la Cour de cassation** (*pièce n°3*), contesté le **certificat de vérification des dépens n°010188** délivré à la **SCP d'Avoués BERNABE – CHARDIN – CHEVILLER** le 04 Août 2011 par Monsieur le Greffier en Chef de la **Cour d'Appel de Paris**, pour un montant de **997,37 € TTC**, notifié à **Maître KRIKORIAN** le 14 Septembre 2011 (*pièce n°4*), au vu de l'**arrêt** rendu par ladite Cour le 18 Mars 2011 (*pièce n°1*), frappé de **pourvoi en cassation** et confirmé par **arrêt** rendu le 16 Mai 2012 par la **Première Chambre civile de la Cour de cassation** (*pièce n°2*).

Aux termes de son **ordonnance** rendue le 26 Novembre 2012 (*pièce n°6*), Madame le Conseiller délégué de la Cour d'appel de Paris, a, aux motifs « *qu'en dépit de la demande du greffe de la Cour, la SCP Bernarbé-Chardin-Cheviller n'a ni déposé son dossier ni formulé ses observations en réponse à la contestation* », dit **surseoir** « *à statuer sur la contestation jusqu'à ce que la SCP Bernarbé-Chardin-Cheviller ait déposé au greffe de la cour son dossier et formulé ses observations en réponse à la contestation en les notifiant à M. Philippe Krikorian par lettre recommandée avec avis de réception;* »

Par **lettre** du 1er Avril 2014 (*pièce n°8*), **Maître KRIKORIAN** s'est opposé à la révocation du sursis demandée le 24 Mars 2014 par la **SCP BERNABE – CHARDIN – CHEVILLER** (*pièce n°7*).

La **SCP BERNABE – CHARDIN – CHEVILLER en cours de dissolution** depuis le 31 Décembre 2011 (*pièces n°10 et 15*) a, par **lettre recommandée avec demande d'avis de réception** du 14 Avril 2015, reçue le 17 Avril 2015 (*pièce n°9*), prétendu réclamer, de **façon comminatoire**, à **Maître KRIKORIAN** le paiement de son état de frais, sans que l'**ordonnance de taxe** du 23 Mars 2015 dont elle se prévalait fût à cette date **exécutoire**, comme l'a fait observer **Maître KRIKORIAN** dans sa **lettre en réponse** du 20 Avril 2015 (*pièce n°11*).

De fait, la **décision litigieuse** rendue le 23 Mars 2015 (**ordonnance n°45 – RG n°S 11/18213 – Pôle 1 – Chambre 7**) n'a été notifiée au requérant que par **lettre recommandée avec demande d'avis de réception** du Greffe de la **Cour d'appel de Paris** en date du 09 Avril 2015, postée le 14 Avril 2015 et reçue le 20 Avril 2015 à 17h00 (*pièce n°12*).

Madame C. BARBEROT, Conseiller, agissant par délégation de **Monsieur le Premier Président de la Cour d'Appel de Paris** y dit « *le recours mal fondé* », **taxe** « *les frais de la SCP Bernabé-Chardin-Cheviller, conformément à son état de frais vérifié à hauteur de la somme de 997,37 €* » et **met** « *à la charge de M. Philippe Krikorian les frais de la présente instance.* »

C'est la **décision** **présentement attaquée** contre laquelle **Maître KRIKORIAN** s'est **pourvu en cassation** selon **déclaration** du 04 Juin 2015 (*pièce n°12*).

Aux termes de son **ordonnance** rendue le 22 Avril 2015, sur requête de **Maître KRIKORIAN** en date du 21 Avril 2015, **Monsieur le Premier Vice-Président du Tribunal de Grande Instance de Marseille** a désigné la **CARPA de Marseille** en qualité de **séquestre judiciaire** « *AUX FINS de recevoir de Maître Philippe KRIKORIAN, Avocat, toutes sommes dues en vertu de l'ordonnance n°45 rendue le 23 Mars 2015 par le Premier Président de la Cour d'appel de Paris taxant les frais de la SCP BERNABE-CHARDIN-CHEVILLER à la somme de 997,37 €;* » (pièce n°13).

Maître KRIKORIAN a, en exécution de cette ordonnance, remis, dès le 27 avril 2015, entre les mains de la **CARPA de Marseille** la somme de **997,37 €** (pièces n°14 et 14 bis).

*

Pour mémoire, aux termes de son **arrêt** précité **n°1172 F-D** en date du 16 Juin 2011 (pièce n°3), la **Deuxième Chambre Civile de la Cour de cassation** :

« **CASSE ET ANNULE, dans toutes ses dispositions, l'ordonnance rendue le 4 novembre 2009, entre les parties, par le premier président de la cour d'appel d'Aix-en-Provence ; remet, en conséquence, la cause et les parties dans l'état où elles se trouvaient avant ladite ordonnance et, pour être fait droit, les renvoie devant le premier président de la cour d'appel de Nîmes ;** »,

aux motifs suivants :

« *Vu l'article 455 du code de procédure civile ;*

*Attendu que, pour fixer à une certaine somme le montant des honoraires de M. Krikorian, l'ordonnance retient que le gérant de la société a signé une **convention d'honoraires** et un **avenant** dont il ne remet pas en cause l'application, en exécution desquels l'avocat a établi des **factures d'honoraires au fur et à mesure des diligences accomplies dans de nombreuses procédures**, factures qui n'ont été que partiellement payées par le client et dont le montant a lui-même été minoré par la décision critiquée ; que s'agissant du respect des stipulations contractuelles, ni l'article 1134 du code civil ni l'article 10 de la loi du 31 décembre 1971 ne font obstacle au pouvoir du juge de réduire les honoraires convenus lorsque ceux-ci apparaissent exagérés au regard du service ; que tel est manifestement le cas en l'espèce, l'avocat ayant engagé de nombreuses procédures, génératrices de diligences et donc d'honoraires, dans un litige qualifié à bon escient de 'plutôt banal' par le bâtonnier et qui n'ont pas empêché l'expulsion de la société ; qu'ainsi, au regard de l'enjeu, **les diligences, au demeurant non contestées dans leur réalité**, et, partant les honoraires réclamés sont manifestement excessifs, et doivent être en conséquence minorés, nonobstant la convention d'honoraires ;*

*Qu'en statuant ainsi, sans rechercher comme le soutenait l'avocat dans ses écritures, si les notes d'honoraires pour un montant de **60 813,58 euros** avaient été **émises après services rendus, acceptées et payées pour partie**, le premier président n'a pas donné de base légale à sa décision ;*

(...) »

.../...

Par la **déclaration de saisine**, en date du 14 Juin 2013, **Maître KRIKORIAN** a entendu poursuivre le procès contre ses anciens clients **aux fins de fixation et de recouvrement des légitimes honoraires** que ceux-ci restent lui devoir.

L'affaire a été appelée, une première fois, à l'**audience publique** du 21 Novembre 2013, 14h30, avant d'être renvoyée au 21 Février 2014 date à laquelle elle a été **plaidée**, après que **Maître Jean-Pierre LOUIS**, ès qualités de mandataire liquidateur de la **SARL FITNESS GYM**, eut été appelé en la cause par le **Greffé de la Cour d'Appel de Nîmes**, comme l'indique l'ordonnance attaquée (page **2/3**) du 17 Avril 2014 (« *Toutes les parties (ont été) convoquées pour le 21 Février 2014 par lettre recommandée avec avis de réception en date du 17 décembre 2013.* »

Contre toute attente, aux termes de l'**ordonnance** du 17 Avril 2014, le Président délégué :

Déclare « *interrompue la présente instance;* »;

Invite « *Maître KRIKORIAN à régulariser la procédure,* »;

Dit « *que la partie la plus diligente nous ressaisira;* »;

Réserve « *les dépens.* ».

C'est la **décision attaquée par le pourvoi n°M1517113**, inscrit le 24 Avril 2015.

Face au refus de signifier l'ordonnance qui lui était opposé par les différents huissiers requis à cette fin, **Maître KRIKORIAN** dut s'adresser au **Tribunal de Grande Instance de Marseille**, puis à la **Cour d'Appel d'Aix-en-Provence**, laquelle, par **arrêt n°2015/43** du 29 Janvier 2015 (RG n°14/18967) (*pièce n°16*) :

« *Déclare l'appel recevable*

Désigne le président de la chambre départementale des huissiers de justice des Bouches-du-Rhône, avec faculté de délégation, pour **procéder à la signification, à première demande de Me Philippe KRIKORIAN**, avocat au barreau de Marseille, de l'**ordonnance sur renvoi de cassation rendue le 17 avril 2014** par le premier président de la cour d'appel de Nîmes, n°58, procédure RG n°13/02822, Krikorian c/ Sarl Fitness Gym, Mankichian, Louis. »

L'**ordonnance** du 17 Avril 2014 fit l'objet, à la requête de **Maître KRIKORIAN**, d'une **signification** le 24 Février 2015.

Le **pourvoi n°M1517113** a été inscrit le 24 Avril 2015, soit dans le délai de **deux mois**, visé par l'article **612** du Code de procédure civile (CPC) et soutenu par **mémoire ampliatif** déposé le 19 Août 2015.

*

Maître KRIKORIAN entend, par le présent **mémoire ampliatif**, soutenir son **pourvoi n°U1519512** du 04 Juin 2015 dirigé contre l'**ordonnance de taxe** du 23 Mars 2015 notifiée le 20 Avril 2015.

.../...

II-/ DISCUSSION

Ni la **recevabilité** (**II-A**) ni le **bien-fondé** (**II-B**) du pourvoi ne font difficulté.

II-A/ SUR LA RECEVABILITE DU POURVOI: LE RESPECT DES DELAIS REGLEMENTAIRES FIXES PAR LE CODE DE PROCEDURE CIVILE POUR L'INSCRIPTION DU POURVOI ET LE DEPOT DU MEMOIRE AMPLIATIF

La **déclaration de pourvoi** du 04 Juin 2015 a été formée dans le délai réglementaire de **deux mois** (article **612** du Code de procédure civile – CPC) qui a été déclenché par la notification de l'ordonnance attaquée à la date du 20 Avril 2015.

Quant au présent **mémoire ampliatif**, il est déposé dans le délai de **quatre mois** prévu par l'article **978** CPC ayant commencé à courir le 04 Juin 2015 et expirant le **Lundi 05 Octobre 2015** en vertu de l'article **642, alinéa 2** CPC, le 04 Octobre 2015 étant un **Dimanche**.

La **Cour de cassation** est, donc, régulièrement saisie du pourvoi **n°U1519512** dont le **bien-fondé** ressort aisément de **l'examen des moyens** ci-après.

II-B/ LE BIEN-FONDE DU POURVOI

Il est proposé à l'examen de la Haute Assemblée **quatre moyens de cassation**.

II-B-1/ PREMIER MOYEN DE CASSATION pris de la violation:

- de l'article **16** de la **Déclaration des droits de l'homme et du citoyen** du 26 Août 1789 (DDH);
- des articles **6 § 1, 8 § 1, 13** de la **Convention européenne des droits de l'Homme** (ci-après « **CEDH** ») et de l'article **1er** de son **Premier Protocole additionnel**;
- des articles **2 § 3, 14 § 1 et 17** du **Pacte international relatif aux droits civils et politiques** du 19 Décembre 1966 (ci-après « **PIDCP** »);
- des articles **10, 1165 et 1999** du Code Civil;
- des articles **4, 5, 9, 10, 11, 12, 15, 16, 31, 32, 122, 124, 455, 699 et 704** du Code de procédure civile (ci-après « **CPC** »);
- des articles **4 et 5** du **décret n°80-608** du 30 Juillet 1980 fixant le tarif des avoués près les cours d'appel;

EN CE QUE l'ordonnance attaquée du 26 Mars 2015, a **refusé de faire droit à la demande d'annulation du certificat de vérification n°010188** en date du 04 Août 2011, délivré par Monsieur le Greffier en Chef de la Cour d'Appel de Paris à la **SCP BERNABE – CHARDIN - CHEVILLER**, Avoués associés près ladite Cour, demande expressément formulée par **Maître KRIKORIAN** dans son recours du 11 Octobre 2011 (**4°** du dispositif, page **22/29**) et réitérée dans sa **lettre** du 1er Avril 2014 (page **2/10**), pour **violation du principe du contradictoire** en raison de la **non-communication du bulletin d'évaluation** visé à l'article **13** du **décret n°80-608** du 30 Juillet 1980 fixant le tarif des avoués près les cours d'appel et des **documents** devant l'accompagner, **pièces indispensables** à la régularité de la procédure de taxe (**Cass. 2° Civ., 18 Décembre 2008**, n°07-20.243; **Cass. 2° Civ., 1er Juillet 2010**, n°09-16.015; **Cass. 2° Civ., 10 Mars 2011**, n°10-16.084; **Cass. 2° Civ., 09 Juin 2011**, n°10-16.087) ;

AUX MOTIFS QUE « *sur le respect du principe de la contradiction, que, dans sa lettre du 1er avril 2014, M. Krikorian admet avoir reçu de l'avoué la lettre que ce dernier a adressée au greffe de la Cour le 24 mars 2014, ainsi que le bulletin de déclaration du 6 avril 2011;*

Que la lettre de l'avoué du 24 mars 2014 renferme ses observations sur la contestation; qu'ainsi, M. Krikorian en a eu connaissance;

Que le bulletin de déclaration du 6 avril 2011 renferme l'avis de la chambre des avoués de cette Cour conformément à l'article 13 du décret n°80-608 du 30 juillet 1980, fixant le tarif des avoués près les cours d'appel, dans sa rédaction, alors applicable, antérieure à celle du décret n°2012-634 du 3 mai 2012 en vertu du principe de l'absence de rétroactivité des formes;

*Que le dossier adressé par l'avoué au greffe de la Cour, comprenant l'ordonnance entreprise, l'arrêt du 18 mars 2011 et ses significations, les diverses conclusions échangées et les sommations de communiquer, est celui de la procédure d'appel ayant abouti à l'arrêt du 18 mars 2011 dont M. Krikorian a eu connaissance **en son temps** par l'intermédiaire de son avocat;*

*Qu'ainsi, le principe de la contradiction a été respecté;
(...) »*

ALORS QU'il résulte de l'article 16 du Code de procédure civile (ci-après « CPC ») que « **Le juge doit, en toutes circonstances, faire observer et observer lui-même le principe de la contradiction** » (Cass. 2° Civ., 8 Avril 2004, Me KRIKORIAN c/ M. ZOUBKOFF, n°T 02-18.769, Bull. II, n°169; v. dans le même sens Cass. 2° Civ., 8 Mars 2006, SOCIETE DE SIGON c/ SOCIETE NABOUDET-HATET, n°04-13.011);

QU'il est constant que dans sa **lettre du 1er Avril 2014** (*pièce n°8* - page 2/10), visée par l'ordonnance attaquée (*pièce n°12*), **Maître KRIKORIAN** se plaignait de la **violation du principe du contradictoire** par la **SCP BERNABE CHARDIN CHEVILLER**, laquelle « ne (lui) a nullement communiqué, comme elle aurait dû le faire, dans le respect du **principe du contradictoire**, ses **observations en réponse**, non plus que **l'intégralité des pièces** - en dehors de la pièce jointe à sa **lettre du 24 Mars 2014** (**bulletin de déclaration** revêtu du **visa de la Chambre des Avoués de la Cour d'Appel de Paris** en date du **06 Avril 2011**, mais **non accompagné de l'avis de la Chambre nationale des avoués** – *pièce n°59 ter*) - qu'elle produit à la Cour à leur soutien, auprès de laquelle elle dépose son « **entier dossier tel que soumis à la vérification** »;

QU'il ressort, en effet, de la **lettre du 24 Mars 2014** de la **SCP BERNABE CHARDIN CHEVILLER** (*pièce n°7*) également visée par l'ordonnance attaquée, que seules la **copie de ladite lettre** et la **copie du bulletin d'évaluation** ont été communiquées à **Maître KRIKORIAN**, à l'exclusion de l' « **entier dossier** » remis au Greffe de la Cour d'Appel de Paris par l'avoué au soutien de sa demande de taxe;

QU'en relevant que « *le dossier adressé par l'avoué au greffe de la Cour, comprenant l'ordonnance entreprise, l'arrêt du 18 mars 2011 et ses significations, les diverses conclusions échangées et les sommations de communiquer* » n'avait pas été communiqué à **Maître KRIKORIAN** par la **SCP BERNABE CHARDIN CHEVILLER** dans le cadre de la **procédure de contestation des débours**, mais seulement « **en son temps par l'intermédiaire de son avocat;** », sans pour autant sanctionner la **violation du principe du contradictoire** par la Société d'Avoués, le Premier Président de la Cour d'appel de Paris a lui-même violé, au préjudice de **Maître Philippe KRIKORIAN**, ce **principe directeur du procès** et l'article 16 du Code de procédure civile qui le consacre;

La **cassation** est, ainsi, encourue;

.../...

II-B-2/ DEUXIEME MOYEN DE CASSATION pris de la violation:

- de l'article **16** de la **Déclaration des droits de l'homme et du citoyen** du 26 Août 1789 (DDH);
- des articles **6 § 1, 8 § 1, 13** de la **Convention européenne des droits de l'Homme** (ci-après « **CEDH** ») et de l'article **1er** de son **Premier Protocole additionnel**;
- des articles **2 § 3, 14 § 1** et **17** du **Pacte international relatif aux droits civils et politiques** du 19 Décembre 1966 (ci-après « **PIDCP** »);
- des articles **10, 1165** et **1999** du Code Civil;
- des articles **4, 5, 9, 10, 11, 12, 15, 16, 31, 32, 122, 124, 455, 699** et **704** du Code de procédure civile (ci-après « **CPC** »);
- des articles **4** et **5** du **décret n°80-608** du 30 Juillet 1980 fixant le tarif des avoués près les cours d'appel;

EN CE QUE l'ordonnance attaquée du 26 Mars 2015, a **refusé, sans motifs**, de faire droit à la demande de Maître **KRIKORIAN** consignée dans son recours du **11 Octobre 2011** (**6-a° du dispositif, page 22/29**) tendant à « **AVANT DIRE DROIT, ENJOINDRE à la SCP BERNABE – CHARDIN – CHEVILLER, dans le délai de quinze jours à compter de la décision à intervenir:**

6-a°) de produire le registre prévu à l'article 4, alinéa 3 du décret n°80-608 du 30 Juillet 1980; »

ALORS, D'UNE PART, QU'il résulte de l'article **455** du Code de procédure civile (**CPC**) que « *les arrêts qui ne contiennent pas de motifs sont déclarés nuls ; le défaut de réponse à conclusions constitue un défaut de motifs* » (**Soc. 17 févr. 1960**, Bull. civ. IV, no 193. - **Com. 17 mars 1965**, Bull. civ. III, no 203);

QU'en **s'abstenant de répondre aux conclusions** de Maître **KRIKORIAN** tendant à la production du registre prévu à l'article **4, alinéa 3** du **décret n°80-608** du 30 Juillet 1980, le Premier Président de la Cour d'Appel de Paris a entaché sa décision d'un **défaut de réponse à conclusions** et violé l'article **455** CPC ;

La **cassation** est, partant, encourue;

ALORS, D'AUTRE PART, QU'il résulte de l'article 4 du **décret n°80-608 du 30 Juillet 1980**:

*« Tout versement en **espèces** fait aux avoués donne lieu à la délivrance d'un **reçu** extrait d'un **carnet à souche numéroté**. Ce reçu indique si le versement est fait à titre de **provision**, pour **acompte** ou pour **règlement**, et, le cas échéant, s'il concerne les **honoraires** prévus à l'alinéa 2 du précédent article.*

Toute autre forme de versement est présumée faite à titre de provision.

*Tous les avoués sont tenus d'avoir un **registre** sur lequel ils inscrivent, par ordre de date et sans aucun blanc, **toutes les sommes qu'ils reçoivent de leurs parties** en indiquant le nom de ces parties, **la cause du versement**, s'il s'agit d'une **provision** ou d'un **versement relatif à une affaire terminée** et, le cas échéant, s'il concerne les **honoraires** prévus à l'alinéa 2 du précédent article.*

*Ils **représentent ce registre toutes les fois qu'ils en sont requis** par le magistrat taxateur, par la cour d'appel ou par les représentants du ministère public, en cas de contestation sur la vérification des dépens.*

***Faute de représentation ou de tenue régulière**, ils sont déclarés **non recevables** en leur demande. »*

Quant à l'article 5 du **décret n°80-608 du 30 Juillet 1980**, il dispose :

*« Avant tout règlement, les avoués sont tenus de remettre aux parties, même si celles-ci ne le requièrent pas, le **compte détaillé** des sommes dont elles sont redevables.*

Les états de frais doivent faire ressortir séparément et distinctement les déboursés et les émoluments prévus au présent tarif, avec référence à l'article applicable de ce tarif et aux lignes du tableau D et éventuellement du tableau B.

*Des lignes spéciales sont, en outre, le cas échéant, réservées, d'une part, aux **provisions versées**, d'autre part, aux honoraires demandés en vertu de l'article 3.*

Il n'est dû aucun émolument pour la rédaction de l'établissement de l'état de frais ni, éventuellement, de ses copies. »

QU'en outre, aux termes de l'article **704** du Code de procédure civile (CPC) :

« Les parties peuvent, en cas de difficultés, demander, sans forme, au secrétaire de la juridiction compétente en application de l'article 52, de vérifier le montant des dépens mentionnés à l'article 695.

*Il en est de même de l'auxiliaire de justice qui entend recouvrer les dépens ; sa demande est alors accompagnée du **compte détaillé** qu'il est tenu de remettre aux parties en vertu de la réglementation tarifaire. **Ce compte mentionne les provisions reçues.** »*

L'article **10** du Code civil dispose :

« Chacun est tenu d'apporter son concours à la justice en vue de la manifestation de la vérité.

Celui qui, sans motif légitime, se soustrait à cette obligation lorsqu'il en a été légalement requis, peut être contraint d'y satisfaire, au besoin à peine d'astreinte ou d'amende civile, sans préjudice de dommages et intérêts. »

QU'aux termes des articles **10** et **11** du Code de procédure civile (CPC) :

Art. **10** CPC :

« Le juge a le pouvoir d'ordonner d'office toutes les mesures d'instruction légalement admissibles. »

Art. **11** CPC :

« Les parties sont tenues d'apporter leur concours aux mesures d'instruction sauf au juge à tirer toute conséquence d'une abstention ou d'un refus.

Si une partie détient un élément de preuve, le juge peut, à la requête de l'autre partie, lui enjoindre de le produire, au besoin à peine d'astreinte. Il peut, à la requête de l'une des parties, demander ou ordonner, au besoin sous la même peine, la production de tous documents détenus par des tiers s'il n'existe pas d'empêchement légitime. »

QU'en refusant **implicitement mais nécessairement d'enjoindre** à la SCP BERNABE de produire le **registre** visé à l'article **4** du **décret n°80-608 du 30 Juillet 1980**, la production de cette pièce étant, pourtant, **nécessaire à la manifestation de la vérité** comme permettant d'établir le montant de la provision reçue par l'avoué, montant que le certificat de vérification ne mentionnait nullement, le Premier Président de la Cour d'Appel de Paris a violé, par **refus d'application**, l'article **10** du Code civil, ensemble les articles **10, 11, 704, alinéa 2** CPC, les articles **4** et **5**, alinéas **1** et **3** du décret susvisé;

La **cassation** est, encore, encourue;

II-B-3/ TROISIEME MOYEN DE CASSATION pris de la violation:

- de l'article **16** de la **Déclaration des droits de l'homme et du citoyen** du 26 Août 1789 (DDH);
- des articles **6 § 1, 8 § 1, 13** de la **Convention européenne des droits de l'Homme** (ci-après « **CEDH** ») et de l'article **1er** de son **Premier Protocole additionnel**;
- des articles **2 § 3, 14 § 1** et **17** du **Pacte international relatif aux droits civils et politiques** du 19 Décembre 1966 (ci-après « **PIDCP** »);
- des articles **10, 1165** et **1999** du Code Civil;
- des articles **4, 5, 9, 10, 11, 12, 15, 16, 31, 32, 122, 124, 455, 699** et **704** du Code de procédure civile (ci-après « **CPC** »);
- des articles **4** et **5** du **décret n°80-608** du 30 Juillet 1980 fixant le tarif des avoués près les cours d'appel;

EN CE QUE l'ordonnance attaquée du 26 Mars 2015, a **refusé, sans motifs** de faire droit à la demande de Maître **KRIKORIAN** consignée dans son recours du **11 Octobre 2011 (8° du dispositif - page 23/29)** tendant à **DECLARER** la **SCP BERNABE – CHARDIN – CHEVILLER** irrecevable en sa demande de **taxe des dépens** faute de représentation ou de tenue régulière du registre susvisé au **6-a du recours (page 22/29)** et prévu à l'article **4, alinéa 3** du **décret n°80-608** du 30 Juillet 1980;

ALORS, D'UNE PART, QU'il résulte de l'article 455 du Code de procédure civile que « *les arrêts qui ne contiennent pas de motifs sont déclarés nuls ; le défaut de réponse à conclusions constitue un défaut de motifs* » (Soc. 17 févr. 1960, Bull. civ. IV, no 193. - Com. 17 mars 1965, Bull. civ. III, no 203);

QU'en **s'abstenant de répondre aux conclusions** de Maître **KRIKORIAN** tendant à faire déclarer la **SCP BERNABE – CHARDIN – CHEVILLER** irrecevable en sa **demande de taxe des dépens** faute de représentation ou de tenue régulière du **registre** prévu à l'article **4, alinéa 3** du **décret n°80-608** du 30 Juillet 1980, le Premier Président de la Cour d'Appel de Paris a entaché sa décision d'un **défaut de réponse à conclusions** et violé l'article **455 CPC** ;

La **cassation** est, dès lors, encourue;

ALORS, DE DEUXIEME PART, QU'aux termes de l'article 4 du décret n°80-608 du 30 Juillet 1980:

« Tout versement en espèces fait aux avoués donne lieu à la délivrance d'un reçu extrait d'un carnet à souche numéroté. Ce reçu indique si le versement est fait à titre de provision, pour acompte ou pour règlement, et, le cas échéant, s'il concerne les honoraires prévus à l'alinéa 2 du précédent article.

Toute autre forme de versement est présumée faite à titre de provision.

Tous les avoués sont tenus d'avoir un registre sur lequel ils inscrivent, par ordre de date et sans aucun blanc, toutes les sommes qu'ils reçoivent de leurs parties en indiquant le nom de ces parties, la cause du versement, s'il s'agit d'une provision ou d'un versement relatif à une affaire terminée et, le cas échéant, s'il concerne les honoraires prévus à l'alinéa 2 du précédent article.

Ils représentent ce registre toutes les fois qu'ils en sont requis par le magistrat taxateur, par la cour d'appel ou par les représentants du ministère public, en cas de contestation sur la vérification des dépens.

Faute de représentation ou de tenue régulière, ils sont déclarés non recevables en leur demande. »

Quant à l'article 5 du décret n°80-608 du 30 Juillet 1980, il dispose :

« Avant tout règlement, les avoués sont tenus de remettre aux parties, même si celles-ci ne le requièrent pas, le compte détaillé des sommes dont elles sont redevables.

Les états de frais doivent faire ressortir séparément et distinctement les déboursés et les émoluments prévus au présent tarif, avec référence à l'article applicable de ce tarif et aux lignes du tableau D et éventuellement du tableau B.

Des lignes spéciales sont, en outre, le cas échéant, réservées, d'une part, aux provisions versées, d'autre part, aux honoraires demandés en vertu de l'article 3.

Il n'est dû aucun émolument pour la rédaction de l'établissement de l'état de frais ni, éventuellement, de ses copies. »

QU'en outre, aux termes de l'article 704 du Code de procédure civile (CPC) :

« Les parties peuvent, en cas de difficultés, demander, sans forme, au secrétaire de la juridiction compétente en application de l'article 52, de vérifier le montant des dépens mentionnés à l'article 695.

Il en est de même de l'auxiliaire de justice qui entend recouvrer les dépens ; sa demande est alors accompagnée du compte détaillé qu'il est tenu de remettre aux parties en vertu de la réglementation tarifaire. Ce compte mentionne les provisions reçues. »

L'article **10** du Code civil dispose :

« Chacun est tenu d'apporter son concours à la justice en vue de la manifestation de la vérité.

Celui qui, sans motif légitime, se soustrait à cette obligation lorsqu'il en a été légalement requis, peut être contraint d'y satisfaire, au besoin à peine d'astreinte ou d'amende civile, sans préjudice de dommages et intérêts. »

QU'aux termes des articles **10** et **11** du Code de procédure civile (CPC) :

Art. **10** CPC :

« Le juge a le pouvoir d'ordonner d'office toutes les mesures d'instruction légalement admissibles. »

Art. **11** CPC :

« Les parties sont tenues d'apporter leur concours aux mesures d'instruction sauf au juge à tirer toute conséquence d'une abstention ou d'un refus.

Si une partie détient un élément de preuve, le juge peut, à la requête de l'autre partie, lui enjoindre de le produire, au besoin à peine d'astreinte. Il peut, à la requête de l'une des parties, demander ou ordonner, au besoin sous la même peine, la production de tous documents détenus par des tiers s'il n'existe pas d'empêchement légitime. »

QU'en refusant **implicitement mais nécessairement** de déclarer la **SCP BERNABE – CHARDIN – CHEVILLER** irrecevable en sa demande de **taxe des dépens** faute de représentation ou de tenue régulière du **registre** prévu à l'article **4, alinéa 3** du **décret n°80-608 du 30 Juillet 1980**, la production de cette pièce étant, pourtant, **nécessaire à la manifestation de la vérité** comme permettant d'établir le montant de la provision reçue par l'avoué, montant que le certificat de vérification ne mentionnait nullement, le Premier Président de la Cour d'Appel de Paris a violé par **refus d'application**, l'article **10** du Code civil, ensemble les articles **10, 11, 704, alinéa 2** CPC, les articles **4** et **5**, alinéas **1** et **3** du décret susvisé;

La **cassation** doit s'ensuivre;

ALORS, DE TROISIEME PART, QU'aux termes des articles 31, 32, 122 et 124 du Code de procédure civile (CPC) :

Art 31 CPC :

« L'action est ouverte à tous ceux qui ont un intérêt légitime au succès ou au rejet d'une prétention, sous réserve des cas dans lesquels la loi attribue le droit d'agir aux seules personnes qu'elle qualifie pour élever ou combattre une prétention, ou pour défendre un intérêt déterminé. »

Art 32 CPC :

« Est irrecevable toute prétention émise par ou contre une personne dépourvue du droit d'agir. »

Art 122 CPC :

« Constitue une fin de non-recevoir tout moyen qui tend à faire déclarer l'adversaire irrecevable en sa demande, sans examen au fond, pour défaut de droit d'agir, tel le défaut de qualité, le défaut d'intérêt, la prescription, le délai préfix, la chose jugée. »

Art 124 CPC :

« Les fins de non-recevoir doivent être accueillies sans que celui qui les invoque ait à justifier d'un grief et alors même que l'irrecevabilité ne résulterait d'aucune disposition expresse. »

QU'en refusant implicitement mais nécessairement de déclarer la SCP BERNABE – CHARDIN – CHEVILLER irrecevable en sa demande de taxe des dépens faute de représentation ou de tenue régulière du registre prévu à l'article 4, alinéa 3 du décret n°80-608 du 30 Juillet 1980, la **provision présumée reçue** par l'avoué le **privant de tout intérêt et de toute qualité à agir et le rendant, en conséquence, irrecevable** à exercer le **droit de recouvrement direct**, le Premier Président de la Cour d'Appel de Paris a violé, par **refus d'application**, les articles **31, 32, 122 et 124** du Code de procédure civile;

La **cassation** est inéluctable;

LES DEUXIEME ET TROISIEME MOYENS S'EXPLICITENT DE LA FACON SUIVANTE (v. § II-C du recours de Maître Philippe KRIKORIAN en date du 11 Octobre 2011, pages 15-16/29 – pièce n°5)

II-C/ LA SCP BERNABE – CHARDIN - CHEVILLER EST IRRECEVABLE EN SA DEMANDE DE TAXE

L'irrecevabilité de la demande de taxe de la SCP BERNABE – CHARDIN - CHEVILLER résulte de ce qu'elle ne justifie pas avoir fait l'avance des dépens dont elle demande la taxe, **sans avoir reçu provision**.

Il ressort, en effet, de l'article **699** du Code de procédure civile que *« l'avoué admis au recouvrement direct des dépens contre la partie condamnée ne peut l'exercer **que pour autant qu'il a fait l'avance des dépens sans avoir reçu provision** »* (Cass. 2° Civ., 04 Janvier 2006, M. MEJARD c/ SCP SIDER, n°04-14.080; Cass. 2° Civ., 03 Mai 2006, M. Michel HUMEAU c/ SCP d'AURIAC GUIZARD, n°K 04-19.920).

Or, en l'espèce, la SCP BERNABE – CHARDIN - CHEVILLER ne justifie pas avoir fait l'avance des dépens dont elle demande la taxe, sans avoir reçu provision et se trouve, en conséquence, **irrecevable** à exercer le droit de recouvrement direct, pour **défaut d'intérêt et de qualité**, en application des articles **31, 32, 122 à 125 et 699** du Code précité.

Il y a lieu de rappeler, en outre, les dispositions de l'article **4** du **décret n°80-608 du 30 Juillet 1980**:

*« Tout versement en **espèces** fait aux avoués donne lieu à la délivrance d'un **reçu** extrait d'un **cahier à souche numéroté**. Ce reçu indique si le versement est fait à titre de **provision**, pour **acompte** ou pour **règlement**, et, le cas échéant, s'il concerne les **honoraires** prévus à l'alinéa 2 du précédent article.*

Toute autre forme de versement est présumée faite à titre de provision.

*Tous les avoués sont tenus d'avoir un **registre** sur lequel ils inscrivent, par ordre de date et sans aucun blanc, **toutes les sommes qu'ils reçoivent de leurs parties** en indiquant le nom de ces parties, **la cause du versement**, s'il s'agit d'une **provision** ou d'un **versement relatif à une affaire terminée** et, le cas échéant, s'il concerne les **honoraires** prévus à l'alinéa 2 du précédent article.*

Ils représentent ce registre toutes les fois qu'ils en sont requis par le magistrat taxateur, par la cour d'appel ou par les représentants du ministère public, en cas de contestation sur la vérification des dépens.

Faute de représentation ou de tenue régulière, ils sont déclarés non recevables en leur demande. »

Or, le certificat de vérification litigieux ne fait pas apparaître les provisions versées par l'Ordre des Avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation et Maître Didier LE PRADO à leur Avoué, la SCP BERNABE – CHARDIN - CHEVILLER, contrairement à ce que prévoient en son **alinéa 3** l'article **5** du **décret n°80-608 du 30 Juillet 1980** et en son **dernier alinéa** l'article **704** du Code de procédure civile.

Il échet, dès lors, eu égard à **l'irrégularité de l'état de frais vérifié**, d'enjoindre à la SCP BERNABE – CHARDIN - CHEVILLER, sur le fondement de l'article **11, alinéa 2** CPC et de l'article **4, alinéa 4** du **décret n°80-608 du 30 Juillet 1980** précité, de **représenter le registre** visé à **l'alinéa 3** de ce texte et d'en communiquer, dans le même temps, **copie intégrale lisible** à Maître Philippe KRIKORIAN, dans le respect du **principe du contradictoire**.

Il conviendra, en tout état de cause, en application de l'article **11, alinéa 1er** CPC, de tirer toutes les **conséquences de droit** en cas de carence de la SCP BERNABE – CHARDIN - CHEVILLER qui devra être déclarée **irrecevable** en sa demande de taxe en vertu de l'article **4, dernier alinéa** du **décret n°80-608 du 30 Juillet 1980** précité.

*

Eu égard à **l'irrecevabilité** de la demande de taxe de la SCP BERNABE – CHARDIN - CHEVILLER, **il n'y aura pas lieu de statuer** sur le montant des dépens dont la taxe est réclamée.

*

II-B-4/ QUATRIEME MOYEN DE CASSATION pris de la violation:

- de l'article **16** de la **Déclaration des droits de l'homme et du citoyen** du 26 Août 1789 (DDH);
- des articles **6 § 1, 8 § 1, 13** de la **Convention européenne des droits de l'Homme** (ci-après « **CEDH** ») et de l'article **1er** de son **Premier Protocole additionnel**;
- des articles **2 § 3, 14 § 1 et 17** du **Pacte international relatif aux droits civils et politiques** du 19 Décembre 1966 (ci-après « **PIDCP** »);
- des articles **10, 1165 et 1999** du Code Civil;
- des articles **4, 5, 9, 10, 11, 12, 15, 16, 31, 32, 122, 124, 455, 699 et 704** du Code de procédure civile (ci-après « **CPC** »);
- des articles **4 et 5** du **décret n°80-608** du 30 Juillet 1980 fixant le tarif des avoués près les cours d'appel;

EN CE QUE l'**ordonnance attaquée** du 26 Mars 2015, **dit** « *le recours mal fondé* » et **taxe** « *les frais de la SCP Bernabé-Chardin-Cheviller, conformément à son état de frais vérifié à hauteur de la somme de 997,37 €* »;

AUX MOTIFS QUE « *la SCP Bernabé-Chardin-Cheviller, qui agit contre M. Krikorian, adversaire de l'ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation et de M. Le Prado, ès qualités de président de cet ordre, peut recouvrer les dépens sur le fondement de l'article 699 du Code de procédure civile ou de l'article 1999 du Code civil à la place de ses clients en vertu du mandat qui la lie à ces derniers;*

Que, sur ce dernier fondement, l'avoué peut recouvrer la totalité des dépens, nonobstant la provision qu'il aurait pu recevoir de ses clients, de sorte que les irrégularités invoquées par M. Krikorian ne sont pas établies; »

ALORS, D'UNE PART, QU'aux termes de l'article **699** du Code de procédure civile (**CPC**);

*« Les avocats peuvent, dans les matières où leur **ministère est obligatoire**, demander que la **condamnation aux dépens** soit assortie à leur profit du **droit de recouvrer directement contre la partie condamnée** ceux des dépens dont ils ont fait l'avance sans avoir reçu **provision**.*

La partie contre laquelle le recouvrement est poursuivi peut toutefois déduire, par compensation légale, le montant de sa créance de dépens. »

QU'Il ressort de l'article **699** du Code de procédure civile que « *l'avoué admis au recouvrement direct des dépens contre la partie condamnée ne peut l'exercer que pour autant qu'il a fait l'avance des dépens sans avoir reçu provision* » (Cass. 2° Civ., 04 Janvier 2006, M. MEJARD c/ SCP SIDER, n°04-14.080; Cass. 2° Civ., 03 Mai 2006, M. Michel HUMEAU c/ SCP d'AURIAC GUIZARD, n°K 04-19.920; Cass. 2° Civ., 15 Novembre 2012, M. Michel HUMEAU c/ SCP d'AURIAC GUIZARD, n°12-10.255; Cass. 2° Civ., 26 Septembre 2013, n°12-25.089; Cass. 2° Civ., 15 Janvier 2015, n°13-28.801; Cass. 2° Civ., 16 Avril 2015, n°13-25.480;);

QU'en allouant à la SCP BERNABE la **totalité des dépens** qu'elle réclamait **sans constater** que celle-ci **en avait fait l'avance sans avoir reçu provision** de son client, le Premier Président de la Cour d'Appel de Paris a entaché sa décision de **défaut de base légale**, vouant celle-ci à la **censure** de la **Cour de cassation**;

ALORS, DE DEUXIEME PART, QU'aux termes de l'article **1999** du Code civil :

*« Le **mandant** doit rembourser au **mandataire** les avances et frais que celui-ci a faits pour l'exécution du mandat, et lui payer ses salaires lorsqu'il en a été promis.*

*S'il n'y a aucune faute imputable au **mandataire**, le **mandant** ne peut se dispenser de faire ces remboursements et paiement, lors même que l'affaire n'aurait pas réussi, ni faire réduire le montant des frais et avances sous le prétexte qu'ils pouvaient être moindres. »*

QU'en outre, aux termes de l'article **1165** du Code civil :

« Les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes ; elles ne nuisent point au tiers, et elles ne lui profitent que dans le cas prévu par l'article 1121. »

QUE l'article **1999** du Code civil ne régit que les **relations pécuniaires** entre le **mandant** et le **mandataire**, à l'**exclusion des rapports avec les tiers**, le mandat restant soumis à l'**effet relatif des contrats** qui résulte de l'article **1165** du même Code;

QU'il ressort de l'article **1999** du Code Civil, selon une **interprétation jurisprudentielle constante**, que l'avoué a la faculté de recouvrer ses frais et émoluments **sur son client – et non sur la partie adverse** - en vertu du **mandat ad litem** dont celui-ci l'a investi (Cass. 2° Civ., 07 Novembre 2002, n°00-22.203);

QU'en allouant à la SCP BERNABE la **totalité des dépens** qu'elle réclamait sur le fondement de l'article **1999** du Code civil, alors qu'il relevait que **Maître KRIKORIAN** n'était pas le **mandant** de la SCP BERNABE, mais l'**adversaire des clients de celle-ci**, le Premier Président de la Cour d'Appel de Paris a violé l'article **1999** du Code civil par **fausse application**, l'article **1165** du même Code et l'article **699** du Code de procédure civile par **refus d'application**;

La **cassation** devra, partant, être prononcée.

*

.../...

PAR CES MOTIFS

Vu le **principe de prééminence du Droit**,

Vu la **Constitution** du 4 Octobre 1958, ensemble le **bloc de constitutionnalité**, notamment les articles **15, 16** et **17** de la **Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen** du 26 Août 1789,

Vu les articles **3, 6 § 1, 8, 13, 14** de la **Convention européenne des Droits de l'Homme** et **l'article 1^{er}** de son **Premier Protocole additionnel**,

Vu les articles **2, 7, 14 § 1, 17** et **26** du **Pacte International relatif aux droits civils et politiques** du 19 Décembre 1966,

Vu la **Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne** du 7 Décembre 2000, notamment ses articles **1^{er}, 4, 7, 15, 17** et **47**;

Vu le **Traité de Lisbonne** signé le 13 Décembre 2007 et entré en vigueur le 1er Décembre 2009,

Vu l'article **5** de la **directive 77/249/CEE** du Conseil du 22 Mars 1977 tendant à **faciliter l'exercice effectif de la libre prestation de services par les avocats** (JOUE L 78 du 26 Mars 1977, p. 17),

Vu l'article **5** de la **directive 98/5/CE** du 16 Février 1998 du **Parlement européen et du Conseil** visant à **faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un Etat membre autre que celui où la qualification a été acquise** (JOUE L 77 du 14.03.1998, p. 36),

Vu les articles **4, 10, 1165, 1999** du Code Civil,

Vu les articles **4, 5, 9, 10, 11, 12, 15, 16, 31, 32, 122, 124, 455, 699** et **704** du Code de procédure civile (ci-après « CPC »),

Vu les articles **4** et **5** du **décret n°80-608** du 30 Juillet 1980 fixant le tarif des avoués près les cours d'appel,

1°) CASSER et ANNULER en toutes ses dispositions, avec toutes conséquences de droit, **l'ordonnance n°45 – RG n°S 11/18213 – Pôle 1 – Chambre 7** - rendue le 23 Mars 2015 par **Madame C. BARBEROT**, Conseiller, agissant par délégation de **Monsieur le Premier Président** de la **Cour d'Appel de Paris** (*pièce n°12*), notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception du Greffe en date du 09 Avril 2015, postée le 14 Avril 2015 et reçue le 20 Avril 2015 (*pièce n°12 bis*);

Vu l'article **627** du Code de procédure civile, ensemble l'article **L. 411-3** du Code de l'organisation judiciaire,

2°) DIRE et JUGER, qu'en application de ces textes, la **Cour de cassation**, au vu des faits, tels qu'ils ont été **souverainement constatés et appréciés** par la Cour d'Appel dont il résulte que la **SCP d'Avoués BERNABE – CHARDIN – CHEVILLER n'a pas justifié** de la **tenue régulière** du **registre** prévu à l'article **4, alinéa 3** du **décret n°80-608 du 30 Juillet 1980** fixant le tarif des avoués près les cours d'appel, est en mesure en **cassant sans renvoi**, de mettre fin au litige par application de la **règle de droit appropriée**;

EN CONSEQUENCE,

3°) DIRE N'Y AVOIR LIEU A RENVOI;

Vu l'article **4, dernier alinéa** du **décret n°80-608 du 30 Juillet 1980** fixant le tarif des avoués près les cours d'appel,

4°) DIRE et JUGER que **faute de tenue régulière** du **registre** prévu à l'article susvisé, la **SCP d'Avoués BERNABE – CHARDIN – CHEVILLER en cours de dissolution est irrecevable en sa demande de taxe** ;

SUBSIDIAIREMENT,

5°) RENVOYER la cause et les parties devant la **Cour d'Appel d'Aix-en-Provence**;

EN TOUT ETAT DE CAUSE,

Vu les articles **1153-1, 1844-8 et 1857** du Code Civil,

6°) CONDAMNER la **SCP d'Avoués BERNABE – CHARDIN – CHEVILLER, en la personne de chacun de ses associés liquidateurs solidaires** à payer à **Maître Philippe KRIKORIAN** la somme de **6 000,00 € (SIX MILLE EUROS)** avec **intérêts à un taux égal à trois fois le taux légal**, à compter du **23 Mars 2015**, date de l'ordonnance attaquée, et **capitalisation des intérêts**, au titre des **frais irrépétibles**, sur le fondement de l'article **700** du Code de procédure civile;

7°) CONDAMNER la **SCP d'Avoués BERNABE – CHARDIN – CHEVILLER, en la personne de chacun de ses associés liquidateurs solidaires** aux **entiers dépens**;

SOUS TOUTES RESERVES

Fait à Marseille, le **26 Septembre 2015**

Maître Philippe KRIKORIAN

.../...

I.-/ PIECES JOINTES (en copie n°1 à 16)

1. **Arrêt n°174 – RG n°10/14405** rendu le 18 Mars 2011 par la **Cour d'Appel de Paris (Pôle 1 – Chambre 4)**, avec **acte de signification à avoué (SCP FISSELIER – CHILOUX – BOULAY)** en date du 30 Mars 2011, **acte de signification à partie (Maître Philippe KRIKORIAN)** en date du 1er Avril 2011 et **déclaration de pourvoi n°Q1118181** formé le 20 Mai 2011 sous le ministère de la SCP PEIGNOT – GARREAU
2. **Cass. 1° Civ., 16 Mai 2012, Maître Philippe KRIKORIAN c/ Ordre des Avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, n°11-18.181 (rejet du pourvoi)**
3. **Cass. 2° Civ., 16 Juin 2011, Maître Philippe KRIKORIAN c/ SARL FITNESS GYM et Antony MANKICHIAN, n°T 10-14.155 (cassation)**
4. **Certificat de vérification des dépens n°010188** délivré le 04 Août 2011 par **Monsieur le Greffier en Chef de la Cour d'Appel de Paris**, pour un montant de **997,37 € TTC** et notifié par **lettre recommandée avec demande d'avis de réception n°1A 064 651 2176 2** en date du 12 Septembre 2011 de la **SCP BERNABE – CHARDIN – CHEVILLER** postée le 13 Septembre 2011 et reçue par **Maître Philippe KRIKORIAN** le 14 Septembre 2011
5. **Recours de Maître Philippe KRIKORIAN** en date du 11 Octobre 2011 aux fins de contestation du **certificat de vérification des dépens n°010188** délivré à la **SCP BERNABE – CHARDIN – CHEVILLER** le 04 Août 2011 par **Monsieur le Greffier en Chef de la Cour d'Appel de Paris**, pour un montant de **997,37 € TTC**, notifié à **Maître KRIKORIAN** le 14 Septembre 2011
6. **Ordonnance n°298** rendue le 26 Novembre 2012 par **Madame Christine BARBEROT**, Conseiller à la Cour d'Appel de Paris (**sursis à statuer**)
7. **Lettre recommandée avec demande d'avis de réception** en date du 24 Mars 2014 de la **SCP en cours de dissolution BERNABE – CHARDIN – CHEVILLER (demande de la révocation du sursis à statuer)**
8. **Lettre recommandée avec demande d'avis de réception** en date du 1er Avril 2014 de **Maître Philippe KRIKORIAN** à **Monsieur le Premier Président de la Cour d'Appel de Paris (opposition à la révocation du sursis ; dix pages ; soixante pièces inventoriées sous bordereau)**
9. **Lettre recommandée avec demande d'avis de réception de la SCP en cours de dissolution BERNABE – CHARDIN – CHEVILLER**, en date du 14 Avril 2015, reçue le 17 Avril 2015
10. **Extrait K BIS** de la **SCP en cours de dissolution BERNABE – CHARDIN – CHEVILLER**, délivré le 20 Avril 2015, à 00h34 par le Greffe du Tribunal de commerce de Paris
11. **Lettre recommandée avec demande d'avis de réception** en réponse en date du 20 Avril 2015 de **Maître Philippe KRIKORIAN** à la **SCP en cours de dissolution BERNABE – CHARDIN – CHEVILLER**
12. **Ordonnance n°45** rendue le 23 Mars 2015 par **Madame Christine BARBEROT**, Conseiller à la Cour d'Appel de Paris (**taxe les frais de la SCP BERNABE – CHARDIN – CHEVILLER à la somme de 997,37 €**), notifiée par **lettre recommandée avec demande d'avis de réception du Greffe** en date du 09 Avril 2015, postée le 14 Avril 2015 et reçue le 20 Avril 2015 à 17h00, avec **déclaration de pourvoi** du 04 Juin 2015
13. **Ordonnance à pied de requête** rendue le 22 Avril 2015 par **Monsieur le Premier Vice-Président** du Tribunal de Grande Instance de Marseille (désignation de la **CARSAM** en qualité de séquestre judiciaire)

14. **Attestation de séquestre judiciaire n°2015/8482** délivrée le 28 Avril 2015 par le Président délégué de la CARPA de Marseille, avec **lettre de Maître Philippe KRIKORIAN** visée le 27 Avril 2015
15. **Extrait K BIS** de la **SCP en cours de dissolution BERNABE – CHARDIN – CHEVILLER**, délivré le 09 Septembre 2015, à jour au 08 Septembre 2005, par le Greffe du Tribunal de commerce de Paris
16. **Arrêt n°2015/43** rendu le 29 Janvier 2015 par la **Cour d'Appel d'Aix-en-Provence**, Première Chambre B (RG n°14/18967)

*
